



Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/45/503  
25 octobre 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session  
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Assistance au peuple palestinien

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION .....	3
II. REPONSES DES ORGANISMES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES .....	4
A. Organisation des Nations Unies .....	4
1. Centre pour le développement social et les affaires humanitaires .....	4
2. Département des services de conférence .....	4
3. Département de la coopération technique pour le développement ..	4
4. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) .....	5
5. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement .....	5
6. Programme des Nations Unies pour le développement .....	7
7. Fonds des Nations Unies pour la population .....	7
8. Fonds des Nations Unies pour l'enfance .....	8

26 p.

TABLE DES MATIERES (Suite)

	<u>Page</u>
9. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient .....	11
10. Programme alimentaire mondial .....	12
B. Institutions spécialisées .....	13
1. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture .....	13
2. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce .....	13
3. Fonds international de développement agricole .....	14
4. Organisation internationale du Travail .....	14
5. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture .....	14
6. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	15

## I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 43/178 du 20 décembre 1988, l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général de charger le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) de superviser le développement du programme d'assistance économique et sociale au peuple palestinien et de lui rendre compte, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, des progrès réalisés dans l'application de la résolution. Comme suite à cette résolution, le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée, lors de sa quarante-quatrième session, une note sur l'assistance au peuple palestinien (A/44/637) qui comportait en annexe un rapport résumant 26 propositions de projet que les experts retenus par le CNUEH avaient choisi d'inclure dans le programme d'assistance économique et sociale au peuple palestinien.

2. Après avoir examiné la note du Secrétaire général, l'Assemblée générale a adopté la résolution 44/235 du 22 décembre 1989 relative à l'assistance au peuple palestinien, dans laquelle elle a, entre autres, pris acte du rapport figurant en annexe à la note du Secrétaire général; prié la communauté internationale, les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales de maintenir et accroître leur assistance au peuple palestinien, en coopération étroite avec l'Organisation de libération de la Palestine (par. 3); réitéré son appel en faveur de l'exécution de projets de développement dans le territoire palestinien occupé, notamment des projets mentionnés dans sa résolution 39/223 du 18 décembre 1984 (par. 7); demandé que les exportations et les importations palestiniennes passant par les ports et points de sortie et d'entrée situés dans les pays voisins soient considérées comme marchandises en transit (par. 4) et demandé également que les exportations palestiniennes bénéficient de concessions commerciales et de mesures préférentielles concrètes sur la base de certificats d'origine palestiniens (par. 5). L'Assemblée a également prié le Secrétaire général de lui rendre compte à sa quarante-cinquième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, des progrès réalisés dans l'application de la résolution.

3. Au nom du Secrétaire général, le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) a entrepris d'obtenir des diverses sources concernées des informations sur l'application de la résolution. Conformément au paragraphe 3, le Directeur exécutif a écrit aux institutions et organismes compétents des Nations Unies pour leur demander de lui communiquer des informations sur l'assistance qu'ils fournissent au peuple palestinien. En application du paragraphe 7, il a écrit à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour lui transmettre les propositions de projet figurant dans le rapport annexé à la note du Secrétaire général (A/44/637) pour que le Conseil d'administration du PNUD les examine et les inclue dans le programme d'assistance au peuple palestinien. Il a en outre prié l'Administrateur de porter les projets mentionnés dans la résolution 39/223 de l'Assemblée à l'attention du Conseil d'administration, pour qu'il prenne les décisions voulues. Le Directeur exécutif du Centre a également écrit au Directeur général du GATT et a porté à son attention les paragraphes 4 et 5 de la résolution 44/235 de l'Assemblée générale en lui demandant de prendre les mesures appropriées.

4. On trouvera ci-après le résumé des réponses aux lettres susmentionnées reçues par le Directeur exécutif du Centre.

5. Toute information supplémentaire reçue ultérieurement sera reproduite dans un additif au présent rapport.

## II. REPONSES DES ORGANISMES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

### A. Organisation des Nations Unies

#### 1. Centre pour le développement social et les affaires humanitaires

Les activités du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires ayant un rapport avec les dispositions de la résolution 44/235 de l'Assemblée générale relative à l'assistance au peuple palestinien sont décrites dans le rapport intitulé "La situation des femmes palestiniennes dans les territoires occupés" qui a été présenté à la Commission de la condition de la femme à sa trente-quatrième session (Vienne, 26 février-9 mars 1990) 1/. Dans la résolution 1990/11 intitulée "La situation des femmes palestiniennes" que le Conseil économique et social a adoptée après avoir examiné le rapport susmentionné, le Secrétaire général a été prié de faire rapport à la Commission de la condition de la femme à sa trente-cinquième session sur l'application des recommandations et conclusions formulées dans le rapport en question.

#### 2. Département des services de conférence

Conformément au paragraphe 8 de la résolution 44/235 de l'Assemblée générale, une note du Secrétaire général relative à l'assistance au peuple palestinien a été traduite, reproduite et publiée par le Département des services de conférence pour que le Conseil économique et social l'examine à sa seconde session ordinaire de 1990 2/.

#### 3. Département de la coopération technique pour le développement

1. Outre l'appui général au peuple palestinien que le Département fournit dans le cadre de son vaste programme d'assistance technique dans tous les domaines relevant de sa compétence à tous les pays de la région du Moyen-Orient, il existe deux projets ayant particulièrement trait à la santé, au bien-être et au développement de la population palestinienne dans la région.

2. Dans le domaine des statistiques multisectorielles, des fonds ont été fournis, dans le cadre du projet RMI/88/P60, pour l'organisation, en 1990, d'un atelier sur l'élaboration de projets dans les territoires occupés.

3. Un projet de 2,57 millions de dollars intitulé "Projet panarabe d'enquête sur l'enfance et la santé publique" (PAPCHILD) (RMI/87/P05) est exécuté par la Ligue des Etats arabes en coopération avec le Département, le Bureau de statistique de l'ONU, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les gouvernements de 14 pays de la région arabe. Son objectif est de permettre aux ministères de la santé et des affaires sociales ainsi qu'aux conseils nationaux pour la protection de l'enfance de recueillir des informations

/...

fiables aux fins de la formulation, de l'application, du suivi et de l'évaluation des politiques et programmes de soins aux mères et aux enfants, de santé et de développement.

4. Le projet vise également à améliorer la base de données aux fins de la planification socio-économique dans la région et permettra aux pays d'être mieux à même d'entreprendre des études sur la santé et le développement de l'enfant et de traiter, d'analyser et de diffuser des informations sur divers aspects de la santé maternelle et infantile en fonction des besoins et priorités du gouvernement.

5. L'exécution de la première phase est bien avancée dans les pays suivants : Egypte, Mauritanie, République arabe du Yémen (qui comprend désormais le Gouvernement participant du Yémen démocratique, Etat autrefois séparé), Somalie et Soudan. Une seconde phase est prévue pour les huit autres pays arabes (Algérie, Djibouti, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Liban, Maroc, République arabe syrienne et Tunisie).

#### 4. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

Le Centre procède actuellement à l'élaboration d'un rapport sur une stratégie nationale de développement du logement à l'intention du peuple palestinien, en application de la résolution 12/11 de la Commission des établissements humains, intitulée "Conditions de logement du peuple palestinien dans les territoires occupés". Au paragraphe 10 de cette résolution, le Directeur exécutif était prié "de mettre au point, à l'intention du peuple palestinien, et en coopération avec l'Organisation de libération de la Palestine, une stratégie nationale de développement du logement pour l'an 2000, fondée sur la Stratégie mondiale du logement jusqu'à l'an 2000 ... et de lui soumettre le rapport pertinent à sa treizième session ...".

#### 5. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

1. Conformément aux dispositions des résolutions 146 (VI) et 169 (VII), adoptées respectivement lors des sixième et septième sessions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et à ses programmes de travail pour les exercices biennaux 1988-1989 et 1990-1991, les activités du Groupe économique spécial du secrétariat de la CNUCED pendant la période examinée (juillet 1989-juin 1990) ont été axées sur quatre principaux domaines : a) suivi et analyse des politiques et pratiques des autorités d'occupation israéliennes qui font obstacle au développement économique dans le territoire palestinien occupé; b) étude de l'impact de ces politiques et pratiques sur les secteurs économiques clefs; c) mise en place de la base de données du Groupe en vue de la diffusion d'informations sur l'économie du territoire palestinien occupé; et d) contribution aux activités des organismes des Nations Unies touchant l'économie du territoire palestinien occupé, en application des résolutions de l'Assemblée générale. Lors de l'exécution des activités dans ces domaines, le secrétariat de la CNUCED a tenu d'étroites consultations avec les représentants de la Palestine et d'autres autorités intéressées.

/...

2. Le rapport établi par le secrétariat de la CNUCED en 1990 sur l'évolution économique récente dans le territoire palestinien occupé <sup>3/</sup> met à jour les données globales et sectorielles sur l'économie palestinienne de 1988 à 1990, notamment les répercussions du soulèvement palestinien et de la politique suivie par Israël à cet égard.

3. Les travaux de fond sur l'étude intersectorielle provisoirement intitulée "La Cisjordanie et la bande de Gaza : perspectives en ce qui concerne un développement économique et social soutenu" ont été poursuivis. Après un examen détaillé et approfondi de l'économie palestinienne, on s'efforcera dans cette étude d'analyser les possibilités de développement économique aux niveaux global et sectoriel en fonction de divers scénarios. Sur la base des résultats de cette analyse, on s'attachera à élaborer un cadre de référence global indiquant les perspectives de développement, les principes directeurs d'une stratégie et la ligne générale de l'action à entreprendre à différents niveaux.

4. Plusieurs organismes des Nations Unies et organisations régionales arabes et autres ont été contactés pour assurer la coordination des efforts et, si possible, obtenir leur collaboration avec la CNUCED lors de l'établissement de l'étude. Certains ont accepté de fournir des apports techniques à l'étude tandis que d'autres (le Secrétariat général de la Ligue des Etats arabes, l'Organisation arabe du développement industriel et des industries extractives, le Fonds de développement international de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole) ont également offert des contributions financières. En outre, aux termes de sa résolution 44/174 du 19 décembre 1989, l'Assemblée générale des Nations Unies a mis à la disposition de la CNUCED les fonds supplémentaires nécessaires à l'établissement de l'étude. Les ressources requises à cette fin ayant été réunies, le secrétariat de la CNUCED a pris les dernières dispositions en vue d'entreprendre l'étude, dont l'élaboration pourrait aussi nécessiter, le cas échéant, le concours d'experts extérieurs. L'étude intersectorielle d'ensemble devrait être achevée d'ici la fin de 1991.

5. Le secrétariat de la CNUCED a collaboré avec le Centre du commerce international CNUCED/GATT en formulant une proposition de projet tendant à réaliser une étude de faisabilité concernant la création d'un centre de commercialisation dans le territoire palestinien occupé, comme le prévoyait la résolution 169 (VII) de la Conférence. En conséquence, une équipe de cinq experts - quatre du Centre du commerce international et un du secrétariat de la CNUCED - a été envoyée dans le territoire palestinien occupé pour mener cette étude. Le PNUD a financé la mission dans le cadre de son programme d'assistance au peuple palestinien. L'enquête de la mission a confirmé qu'il est urgent de mettre en place dans le territoire palestinien occupé un mécanisme de commercialisation local qui se chargerait de promouvoir et de commercialiser les exportations de produits agricoles palestiniens et a permis d'établir la faisabilité à la fois économique et financière d'un tel mécanisme. Le rapport de l'équipe d'experts, contenant l'étude de faisabilité, a été achevé et soumis au PNUD pour qu'il l'examine et prenne ensuite les mesures requises pour créer le centre de commercialisation dans le territoire palestinien occupé.

6. La proposition du secrétariat de la CNUCED tendant à créer un centre d'évaluation des projets d'investissement dans le territoire palestinien occupé a reçu un soutien croissant. L'objectif de cette proposition est de créer en Palestine des capacités en matière d'allocation et de gestion des ressources tant au niveau des entrepreneurs que des institutions et de renforcer celles qui existent. La proposition de projet a été publiée 4/ en vue de sa diffusion restreinte auprès des gouvernements et organisations internationales susceptibles de verser les contributions nécessaires à son application.

7. Le secrétariat a par ailleurs redoublé d'efforts pour mettre en place une base de données sur l'économie du territoire palestinien occupé. Dans le cadre des préparatifs de l'étude intersectorielle, les travaux entrepris ont consisté à structurer la base de statistiques du Groupe sur le modèle des Séries chronologiques économiques utilisées au secrétariat de la CNUCED.

8. Pour pouvoir notamment mener les consultations et enquêtes sur place nécessaires à l'exécution du programme de travail, le secrétariat de la CNUCED a envoyé des missions au Caire, à Amman et à Tunis. Si les autorités israéliennes ont fait preuve d'une certaine souplesse en ce qui concerne l'accès du personnel de la CNUCED au territoire palestinien occupé, elles continuent néanmoins d'imposer des restrictions sur la désignation des fonctionnaires pouvant y avoir accès. La mission CCI/CNUCED susmentionnée a fait l'objet de telles restrictions.

#### 6. Programme des Nations Unies pour le développement

1. L'assistance au peuple palestinien a fait l'objet d'un point distinct de l'ordre du jour de la trente-septième session du Conseil d'administration du PNUD, tenue du 28 mai au 23 juin 1990. Le Conseil d'administration a pris acte du rapport de l'administrateur sur le programme d'assistance du PNUD au peuple palestinien résumant les activités entreprises en 1989 5/.

2. Le PNUD ne cesse d'accroître son assistance au peuple palestinien, en consultation avec l'Organisation de libération de la Palestine. Sur les trois projets mentionnés dans la résolution 39/223 de l'Assemblée générale, celui contenant l'installation de traitement des agrumes (Gaza) est prêt à être exécuté par le PNUD, Israël l'ayant approuvé et l'Italie ayant accepté d'en financer la première phase. La réalisation de l'étude de faisabilité concernant la construction d'un port commercial a été approuvée et des dispositions sont actuellement prises pour entreprendre cette étude sous réserve de la disponibilité de fonds à cette fin. Les autorités israéliennes n'ont pas encore approuvé le troisième projet, tendant à créer une cimenterie.

#### 7. Fonds des Nations Unies pour la population

Le FNUAP a appuyé les activités suivantes d'aide au peuple palestinien :

1. Bourses de perfectionnement. Le FNUAP a alloué un montant total de 270 790 dollars sur une période de cinq ans (1986-1990) à titre d'appui à des bourses d'études universitaires supérieures. A ce jour, deux bourses d'études de géographie à l'Université de Durham (Angleterre) une bourse de perfectionnement dans le domaine de la collecte des données à l'Institut des études sur le

développement de l'Université du Sussex, et une bourse d'études en démographie ont été attribuées. Deux bourses d'études en démographie, l'une à l'Université de Glasgow, l'autre au Centre démographique du Caire, devant être sanctionnées par un doctorat, ont été octroyées en 1990 pour une période de trois ans. Ce projet qui vise à perfectionner les connaissances du personnel enseignant des universités est exécuté par le Bureau des services d'appui aux projets.

2. Soins de santé maternelle et infantile. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a demandé au FNUAP de financer deux propositions de projets relatives à un programme élargi de santé maternelle dans la Rive occidentale et à Gaza, d'un montant de 968 000 et 956 000 dollars respectivement, sur une période de trois ans. Ces projets, qui visent à améliorer les services de santé maternelle et infantile gérés par l'UNRWA dans les territoires occupés, sont en cours d'évaluation au siège. Le FNUAP prévoit d'envoyer sur le terrain un fonctionnaire de la Division technique qui procédera à une évaluation de la situation et contribuera à la mise au point définitive des descriptifs de projets.

3. Assistance technique. Le FNUAP a fourni un appui, par l'intermédiaire de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), aux services consultatifs régionaux et de la formation à la collecte et à l'analyse des données démographiques. Le Conseiller régional a effectué une mission en Syrie en août-septembre 1989 pour aider le Bureau central de statistique palestinien à traiter les données relatives à la main-d'oeuvre et à élaborer des études analytiques. Une deuxième mission a été envoyée sur le terrain en novembre pour aider le Bureau central à évaluer les résultats de l'enquête sur les camps du Liban et à rédiger une analyse descriptive. Un séminaire sur les résultats de l'enquête relative aux revenus et aux dépenses des ménages devait être organisé à Damas en février 1990.

## 8. Fonds des Nations Unies pour l'enfance

### Introduction

1. Depuis 1980, l'UNICEF contribue aux programmes en faveur des femmes et des enfants palestiniens de Jordanie, de Syrie, du Liban et de la Rive occidentale et de Gaza. Le Fonds oeuvre en étroite collaboration et coordination avec l'UNRWA et les autres services compétents de l'ONU dans les domaines de la santé, de l'éducation primaire et préscolaire, des activités intéressant les femmes, de l'eau et de l'assainissement. Les efforts ont essentiellement porté sur la réduction de la mortalité infantile grâce à l'amélioration des soins de santé primaires et de l'éducation des mères et des enfants d'âge primaire dans le domaine de la santé. Ils ont été axés sur la protection des enfants contre les six maladies pouvant être évitées par la vaccination, les thérapies de réhydratation par voie orale, la lutte contre les infections respiratoires aiguës et les pratiques d'accouchement sans risques.



### Les Palestiniens en Jordanie

2. La coopération de l'UNICEF au cours des années 90 s'est concentrée sur les activités liées à la réduction de la mortalité infantile et à la survie de l'enfant. L'UNICEF, oeuvrant en étroite collaboration avec l'UNRWA, a contribué aux progrès considérables enregistrés dans ce domaine au cours de la décennie. En 1980, par exemple, le taux de couverture par le vaccin antidiphtérique, anticoquelucheux et antitétanique, le vaccin antipolyo atténué et le vaccin contre la rougeole n'était que de 30 % environ. Dix années plus tard, le taux de couverture pour les deux premiers vaccins est de 99 %, et celui du vaccin contre la rougeole est de 90 %. Le nombre de morts causées par la déshydratation diarrhéique est passé de plus de 3 000 par an au début de la décennie à 100 à l'heure actuelle. Le taux de mortalité infantile des Palestiniens est tombé de 85 à 35 p. 1000 naissances vivantes. L'UNICEF a fourni des vaccins et des sels de réhydratation à administrer par voie buccale, des seringues et des aiguilles ainsi que du matériel pour la chaîne du froid. Le Fonds a également parrainé de nombreuses campagnes nationales de mobilisation sociale et a aidé à la formation de personnel médical et paramédical. Parmi les autres activités, il y a lieu de mentionner un programme de formation aux activités rémunératrices destiné aux femmes et l'initiation des mères aux pratiques sanitaires de base.

3. Dans l'avenir, l'UNICEF s'efforcera de maintenir les taux élevés de couverture de vaccination et de réhydratation par voie orale, d'étendre les activités intéressant la survie de l'enfant et d'y inclure la lutte contre les infections respiratoires aiguës. Il s'emploiera en particulier à promouvoir la maternité sans risques et à prévenir ou à réduire les handicaps chez les enfants. Les nouvelles initiatives comprendront notamment un programme de développement du jeune enfant, qui fera participer le personnel des jardins d'enfants et les parents aux activités d'éveil, et un projet de santé scolaire orienté vers l'action qui informera les enseignants des questions de santé vitales pour que ceux-ci puissent faire l'éducation de leurs élèves sur ces questions.

### Le territoire occupé de la Rive occidentale et de Gaza

4. La plus importante des nombreuses activités menées par l'UNICEF dans le territoire occupé a été le programme de physiothérapie organisé conjointement avec l'UNRWA afin de fournir un traitement médical d'urgence aux enfants souffrant de fractures des bras ou des jambes du fait de la situation. Depuis le printemps de 1988, date de son lancement, le programme a atteint plus de 3 600 enfants. Les autres activités menées au cours de la décennie portaient essentiellement sur la survie de l'enfant. L'UNICEF et l'UNRWA ont contribué à la réalisation et à la continuation du programme d'immunisation universelle des enfants et encouragé l'utilisation des sels de réhydratation à administrer par voie buccale.

5. Comme en Jordanie, la coopération future de l'UNICEF portera essentiellement sur les activités pour la survie de l'enfant (vaccination, réhydratation par voie orale, et lutte contre les infections respiratoires aiguës). On s'efforcera aussi de continuer à répondre au besoin critique de services de physiothérapie. Parmi les nouveaux domaines de coopération il y a lieu de mentionner le développement du jeune enfant, l'éducation des femmes et l'éducation sanitaire des enfants d'âge scolaire.

/...

### Les Palestiniens en Syrie

6. L'aide de l'UNICEF aux réfugiés palestiniens en Syrie s'est concentrée sur trois domaines principaux : survie de l'enfant, approvisionnement en eau et assainissement et développement du jeune enfant. Comme pour la Jordanie et les territoires occupés, l'UNICEF, en étroite collaboration avec l'UNRWA, a contribué aux progrès enregistrés dans le domaine de la survie de l'enfant. Le taux de mortalité infantile a été ramené de 41 pour 1 000 naissances vivantes en 1984 à 32 p. 1 000 en 1989. L'objectif de l'immunisation universelle des enfants d'ici à 1990 a été atteint avec plusieurs années d'avance et les résultats maintenus. Grâce à des campagnes d'éducation communautaire, la grande majorité des mères palestiniennes est maintenant consciente des risques de déshydratation diarrhéique et à même d'y remédier par la thérapie de réhydratation par voie orale.

7. Les activités de l'UNICEF dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement comprennent un projet d'approvisionnement en eau potable et de construction d'un réseau d'égouts pour les 7 000 personnes du camp de Qabr Essit, près de Damas. Le Fonds a également fourni des pompes dans huit camps pour améliorer l'approvisionnement en eau de 6 000 personnes. A l'appui du développement du jeune enfant, l'UNICEF, en étroite coopération avec l'Association générale pour les réfugiés arabes de Palestine (GOFAR), organisme du Gouvernement syrien chargé des Palestiniens, a fourni du matériel éducatif, du mobilier, et assuré la formation de jardinières d'enfants dans les camps de réfugiés.

8. Dans l'avenir, l'UNICEF s'emploiera essentiellement à maintenir les progrès enregistrés dans le domaine de la survie de l'enfant, en faisant un effort particulier en faveur de la lutte contre les infections respiratoires aiguës. Les services de développement du jeune enfant seront élargis pour englober les enfants d'âge préscolaire et les enfants plus jeunes. Les activités destinées aux femmes porteront sur l'alphabétisation, la formation professionnelle, et les activités rémunératrices au niveau de la collectivité.

### Les Palestiniens au Liban

9. Le programme d'éducation pour la paix, parrainé par l'UNICEF, a été une initiative importante dans un pays où, après 15 ans de guerre civile, la violence et la destruction sont devenues un mode de vie. Pour la première fois au cours de l'été 1989, puis de 1990, des camps ont été organisés : plus de 2 000 enfants palestiniens et des enfants libanais de milieux et de régions différents ont pu éprouver ensemble la beauté de l'existence dans la paix, apprécier leurs différences mutuelles et en tirer des enseignements. L'UNICEF s'est aussi employé à reconstruire le réseau d'approvisionnement en eau et l'infrastructure sanitaire des camps de réfugiés palestiniens de la région de Beyrouth endommagés par la guerre. Le système d'adduction d'eau des camps de Saïda et de Tyr a été remis en état, neuf citernes ont été installées et un réseau de distribution d'eau potable établi dans les camps de Borj Al-Barajneh et de Chatilla. L'UNICEF, en étroite coopération avec l'UNRWA, continue aussi à fournir les vaccins nécessaires aux enfants palestiniens. Enfin, il appuie les programmes d'alphabétisation destinés aux mères palestiniennes et les activités rémunératrices.

**9. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient**

1. L'UNRWA fournit une assistance aux réfugiés palestiniens dans le territoire occupé (Rive occidentale et bande de Gaza), ainsi qu'au Liban, en République arabe syrienne et en Jordanie. Le rapport du Commissaire général à l'Assemblée générale contient un compte rendu complet des activités de l'Office 6/. En bref, le programme d'éducation de l'UNRWA prévoit neuf années d'enseignement général, une formation professionnelle et technique, une formation pédagogique avant emploi et en cours d'emploi et l'octroi de bourses d'études supérieures. Le programme bénéficie de l'assistance technique de l'Unesco. Plus de 135 000 enfants fréquentent les écoles de l'UNRWA dans le territoire palestinien occupé. Sur les 98 écoles que gère l'office dans la Rive occidentale, 90 ont été fermées sur ordre des autorités israéliennes pendant la plus grande partie des 18 mois de l'Intifada. Lorsqu'elles ont été enfin autorisées à rouvrir leurs portes en juillet et août 1989 dans l'espoir d'achever l'année scolaire 1988-1989, des couvre-feux, des grèves et la fermeture de certaines écoles par les militaires ont perturbé leurs activités jusqu'au 13 novembre, date à laquelle elles ont été à nouveau fermées jusqu'au 10 janvier 1990. L'année scolaire s'est donc terminée sans qu'il ait été possible d'achever le programme prescrit. Après leur réouverture en janvier, les grèves, les couvre-feux et les fermetures individuelles d'écoles ont à nouveau perturbé les activités scolaires, mais les écoles sont parvenues à terminer l'année scolaire 1989-1990 le 2 juillet, avec une réduction de 33 % de la durée de l'année scolaire normale. A Gaza, les 145 écoles sont restées ouvertes pendant toute la période de l'Intifada mais ont également été gravement touchées par la situation difficile qui prévaut dans la bande de Gaza.

2. Le programme de santé de l'UNRWA comprend des services de médecine curative et préventive, des services d'assainissement dans les camps de réfugiés et un service d'alimentation d'appoint. Le programme bénéficie de l'assistance technique de l'OMS. La poursuite de l'Intifada et les mesures de rétorsion appliquées par les forces de sécurité israéliennes ont influé sur les services de santé fournis par l'UNRWA dans le territoire occupé. L'Office a dû donner la priorité aux soins dispensés aux blessés et aux secours d'urgence dans les camps (voir plus bas par. 4) tout en poursuivant ses activités ordinaires dans tous les secteurs de la santé, malgré les interruptions causées par les couvre-feux, les grèves et les troubles. Parmi les faits nouveaux importants dans la Rive occidentale, il convient de mentionner la rénovation et l'amélioration des centres de santé d'Arrub, de Kalandia et de Jenin. Dans la bande de Gaza, il convient de mentionner l'inauguration en novembre 1989 dans la ville de Gaza d'un nouveau centre de santé. En outre, l'Office établit actuellement les plans de construction d'un hôpital général de 200 lits pour la ville.

3. Dans le cadre de son programme de secours, l'UNRWA fournit une aide matérielle (vivres, couvertures, vêtements et petites sommes d'argent) aux réfugiés qui sont chroniquement incapables de subvenir à leurs besoins ("cas de réfugiés les plus nécessiteux"). Le Département des services de secours est également responsable de l'aide psychosociale individualisée, des activités féminines, des stages de formation pour adultes, des activités d'enseignement et de formation en faveur des personnes handicapées, de la promotion des projets relatifs aux activités rémunératrices, de l'assistance aux réfugiés dans les situations d'urgence et de la fourniture d'installations pour les activités préscolaires.

4. Pour répondre aux besoins supplémentaires engendrés par l'Intifada et les mesures de rétorsion israéliennes, l'UNRWA a lancé à partir du début de 1988 un programme de mesures exceptionnelles qui ont été reconduites en 1989 et 1990. Compte tenu du grand nombre de personnes blessées au cours de l'Intifada, le programme médical a été considérablement élargi. Dans la bande de Gaza cinq dispensaires restent à présent ouverts 24 heures sur 24 et les autres fonctionnent avec deux équipes; dans la Rive occidentale, 16 dispensaires opèrent avec deux équipes. Des fournitures et du matériel médical supplémentaires, et des véhicules servant à l'évacuation des blessés ont été achetés et les sommes versées aux hôpitaux au titre du remboursement de leurs coûts ont été augmentées, de même que les subventions qu'ils reçoivent. En outre, des médecins spécialistes (notamment des chirurgiens orthopédistes) ont été recrutés et cinq dispensaires de la bande de Gaza et deux dispensaires de la Rive occidentale bénéficient d'un programme de physiothérapie géré conjointement avec l'UNICEF.

5. Les services d'aide sociale ont été développés afin d'aider les familles des personnes tuées, rendues invalides ou détenues et de faire face aux profondes incidences économiques de l'Intifada. Des vivres supplémentaires sont fournis aux personnes nécessiteuses aussi bien dans la Rive occidentale que dans la bande de Gaza. Les familles pauvres ont reçu des dons en espèce. Au nombre des autres mesures exceptionnelles prises, il y a lieu de mentionner l'élargissement du programme d'alimentation d'appoint de l'UNRWA qui dessert maintenant des milliers de nouveaux bénéficiaires. Le dernier volet des mesures d'urgence prises par l'office dans le territoire occupé et le programme d'assistance et de protection générale, dont l'élément essentiel est l'affectation en tant qu'administrateurs des affaires de réfugiés de 13 fonctionnaires internationaux dans la Rive occidentale et de 10 dans la bande de Gaza. Les fonctionnaires ont facilité les opérations de l'Office dans la difficile situation actuelle et aidé les réfugiés dans leur vie quotidienne. Ils ont contribué, par leur présence, à atténuer les tensions, au cours des affrontements avec les forces de sécurité, et à empêcher que les réfugiés, en particulier les groupes vulnérables tels que les femmes et les enfants, ne soient maltraités.

6. En 1988, l'UNRWA a lancé un programme d'aide élargie comprenant un certain nombre de projets visant à améliorer les conditions de vie dans le territoire occupé. Il avait été prévu de consacrer à ces activités un montant de 65 millions de dollars sur une période de trois ans, montant dont près de 30 millions avaient déjà été reçus ou annoncés en juillet 1990. Une des plus hautes priorités du programme d'aide élargie est d'assurer aux réfugiés vivant dans 27 camps de la Rive occidentale et de la bande de Gaza des logements décents et un environnement sain. En conséquence, d'importants efforts sont déployés pour réparer et reconstruire les logements des réfugiés et améliorer la qualité des travaux de réfection.

#### 10. Programme alimentaire mondial

1. Si, dans le passé, le PAM a fourni une aide alimentaire d'urgence par l'intermédiaire des gouvernements de pays accueillant des Palestiniens, ces dernières années, il n'a pu le faire car aucune demande n'a été reçue ni des gouvernements d'accueil ni de l'OLP. Conformément aux règlements du PAM, les demandes d'aide d'urgence et/ou d'aide au développement émanant d'un mouvement de libération et présentées avec l'assentiment des pays d'accueil peuvent être prises en considération.

/...

2. Lors de la réunion de l'organe directeur du PAM, en juin 1990, la délégation palestinienne a pris oralement contact avec le secrétariat au sujet d'une éventuelle aide alimentaire aux Palestiniens du territoire occupé. Le PAM examine attentivement cette demande et pourrait, en étroite coopération avec d'autres organismes des Nations Unies apportant déjà une aide au peuple palestinien du territoire occupé, fournir une aide alimentaire aux fins du développement économique et social.

## **B. Institutions spécialisées**

### **1. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture**

A sa vingt-cinquième session, en novembre 1989, la Conférence de la FAO a adopté la résolution 1/89 intitulée "Assistance technique au peuple palestinien", dans laquelle le Directeur général était invité, notamment, à envoyer une mission chargée d'étudier et d'évaluer la situation du secteur agricole dans le territoire palestinien occupé et à organiser un colloque sur le secteur agricole palestinien. Conformément au paragraphe 6 de cette résolution, le Directeur général présentera à la session du Conseil de la FAO devant se tenir en novembre 1990, puis à la Conférence de la FAO devant se tenir en novembre 1991, un rapport sur la mise en oeuvre de cette résolution.

### **2. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce**

S'agissant des questions soulevées dans la résolution 44/235 de l'Assemblée générale, le GATT souhaite appeler l'attention sur les dispositions ci-après de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce :

a) L'article V de l'Accord, concernant la liberté de transit, vise à garantir que les marchandises en transit à travers le territoire d'une partie contractante ne soient pas soumises à des délais ou à des restrictions et soient exonérées de droits de douane et de toute autre imposition, à l'exception des redevances correspondant aux dépenses administratives ou au coût des services rendus. Il convient de noter, toutefois, que ces obligations ne s'appliquent qu'au trafic en transit en provenance ou à destination de parties contractantes. Toute partie contractante est, toutefois, libre d'accorder ces avantages à des pays autres que des parties contractantes;

b) Pour ce qui est du traitement préférentiel des exportations, le GATT tient à souligner qu'aux termes de la décision du 28 novembre 1979 des parties contractantes, intitulée "Traitement différencié et plus favorable, réciprocité, et participation plus complète des pays en voie de développement" (connue sous le nom de clause d'habilitation), des parties contractantes développées peuvent accorder un traitement tarifaire préférentiel - et dans certaines circonstances, un traitement préférentiel en ce qui concerne les mesures non tarifaires - pour des produits originaires de pays en voie de développement, conformément au Système généralisé de préférences. C'est à chaque gouvernement accordant un tel traitement préférentiel qu'il appartient de choisir les pays en développement qu'il entend en faire bénéficier.

### 3. Fonds international de développement agricole

a) L'article 2 de l'accord portant création du FIDA dispose que "l'objectif du Fonds est de mobiliser et de fournir à des conditions de faveur des ressources financières supplémentaires pour le développement agricole des Etats membres en développement";

b) L'alinéa b) de la section 1 de l'article 7 du même accord stipule notamment que "le Fonds n'accorde de moyens financiers qu'aux Etats en développement qui sont membres du Fonds";

c) Pour ce qui est des conditions à remplir pour devenir membre du FIDA, l'alinéa a) de la section 1 de l'article 3 dispose : "peut devenir membre du Fonds tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ou membre d'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique";

d) Le FIDA n'a donc apporté aucune assistance financière au peuple palestinien.

### 4. Organisation internationale du Travail

Les activités entreprises par l'OIT au profit des travailleurs du territoire occupé sont exposées dans l'appendice II au rapport du Directeur général à la soixante-dix-septième session de la Conférence internationale du Travail, en particulier dans les paragraphes 117 à 124. Ce rapport a été examiné lors d'une réunion spéciale de la Conférence. Dans le cadre de son mandat, l'OIT est constamment en contact avec diverses autorités arabes et divers représentants palestiniens, avec lesquels elle entretient des liens de coopération, afin d'être en mesure de rendre compte de façon objective et réaliste de la situation. Comme indiqué au paragraphe 2 du rapport susmentionné, les membres de la mission envoyée par l'OIT dans les Etats arabes ont rencontré notamment des représentants de l'OLP. Les consultations de ce type contribuent également à définir les activités devant être menées à l'avenir par l'OIT.

### 5. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

1. Le Directeur général, à la suite d'une étude approfondie des besoins du peuple palestinien dans les domaines relevant de la compétence de l'Unesco, a été invité par le Conseil d'administration, à sa cent trente-deuxième session, à assurer la participation la plus active possible de la Palestine aux activités de l'Unesco, en particulier dans le cadre de ses divers programmes. Des dispositions ont par la suite été prises pour faciliter cette coopération : l'Observateur permanent de la Palestine est maintenant habilité à adresser directement des demandes au titre du Programme de participation de l'Unesco; et un mécanisme de coordination intersectoriel a été institué au secrétariat afin de renforcer progressivement l'assistance apportée par l'Unesco au peuple palestinien.

2. Conformément aux décisions du Conseil d'administration, 10 projets, représentant au total 22 365 000 dollars des Etats-Unis, ont été formulés pour répondre aux besoins du peuple palestinien dans le domaine de l'éducation et de la formation. A sa cent trente-quatrième session, le Conseil d'administration a invité le Directeur général à poursuivre son action en faisant largement distribuer aux sources de financement multilatéral et bilatéral l'étude sur les besoins du peuple palestinien dans les domaines relevant de la compétence de l'Unesco, et en élaborant, en consultation avec l'Observateur permanent de la Palestine, les descriptifs de projet devant être soumis aux diverses sources de financement.

#### 6. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Depuis la troisième session de la Conférence générale, tenue en novembre 1989, l'ONUDI a fourni une assistance technique au peuple palestinien essentiellement dans le cadre des activités ci-après :

##### 1. Assistance pour la mise en place d'installations de calibrage et d'emballage des légumes

En réponse à la demande du Programme d'assistance au peuple palestinien du PNUD, l'ONUDI a dépêché une mission dans le territoire occupé pour examiner la possibilité de mettre en place des installations de calibrage et d'emballage des légumes, qui serviraient essentiellement pour les exportations de la bande de Gaza vers les pays de la Communauté économique européenne. A la suite de cette mission, un rapport technique concernant la faisabilité de la mise en place de telles installations pour des exportations directes à partir de la bande de Gaza a été établi et soumis au PNUD en décembre 1989.

##### 2. Assistance à l'industrie des plastiques

Un descriptif de projet, établi par l'ONUDI, est en cours d'examen au PNUD. L'assistance proposée aurait pour objectif d'établir un laboratoire d'étude des plastiques dans le territoire occupé.

##### 3. Cours de formation pour les industries pharmaceutiques et chimiques

Des négociations sont en cours avec le Centre de Turin de l'OIT en vue de l'organisation d'un cours de formation. Il a été convenu que les modalités d'application seraient arrêtées prochainement. C'est le PNUD qui devrait financer cette activité.

4. Un séminaire de l'ONUDI sur les obstacles rencontrés dans le secteur industriel palestinien et les perspectives d'avenir, qui a eu lieu à Vienne en octobre 1989, a formulé des recommandations aux fins de la poursuite de l'aide. Le rapport final a été distribué en mars 1990. Parallèlement, des pourparlers concernant les moyens et les mécanismes à mettre en oeuvre pour appliquer ces recommandations ont eu lieu entre des représentants de la Palestine, de l'Organisation arabe de développement industriel et des industries extractives, de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale et du Bureau du PNUD à Jérusalem.

/...

5. L'ONUDI a continué de maintenir des liens étroits de coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, en particulier pour la publication du bulletin intitulé "West Bank and Gaza Update", qui traite des besoins du peuple palestinien dans les domaines de compétence de ces organismes. L'ONUDI a également pris part à la dernière réunion interorganisations, qui a eu lieu à Genève en mai 1990, et au cours de laquelle on s'est penché sur les moyens à mettre en oeuvre pour satisfaire les besoins économiques et sociaux du peuple palestinien. Lors de cette réunion, la question du libre accès des organismes des Nations Unies, et notamment de l'ONUDI, aux territoires occupés a de nouveau été débattue, et il a été recommandé de redoubler d'efforts pour parvenir à cet objectif. On a insisté sur la possibilité de passer par le PNUD et l'UNRWA pour apporter une assistance technique à la population de la Rive occidentale et de la bande de Gaza.

Notes

1/ E/CN.6/1990/10.

2/ E/1990/71.

3/ TD/B/1266.

4/ UNCTAD/RDP/SEU/MISC.1.

5/ DP/1990/84.

6/ Pour le rapport concernant la période allant du 1er juillet 1988 au 30 juin 1989, voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 13 (A/43/13); pour le rapport concernant la période allant du 1er juillet 1989 au 30 juin 1990, présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session, voir ibid., quarante-cinquième session, Supplément No 13 (A/45/13).

-----